



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3006
13 mars 2026
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

À bas la guerre impérialiste de Trump, Netanyahou, Macron



Bombardement de Beyrouth, le 10 mars.

IBRAHIM AMRO AEP

Lutte ouvrière, le camp des travailleurs

p. 4 et 5



Le 8 mars, à Paris.

Leur société

- L'impérialisme français au Moyen-Orient : occuper une place 3
- Des amitiés très intéressées 3
- Une gauche à la rescousse de Macron 6
- Morts de la rue : une société indigne 6
- Chômeurs : une loi inique sur le RSA 7
- Indemnités réduites 7
- Affaire Nahel : meurtrier mais policier avant tout 7
- Collège Victor Schoelcher Kourou : la lutte paie ! 12
- Lycée du Bellay - Angers : "de l'éducation, pas d'la chair à canon" 12
- Lycée Léonard de Vinci - Calais : en grève contre l'austérité 12
- Formation professionnelle : la guerre va embaucher 12
- Prix : la guerre et ses profiteurs 16
- Migrants : les frontières tuent 16
- Manifestons le 14 mars 16

Municipales 2026

- Votez pour les listes de Lutte ouvrière et Combat ouvrier ! 4
- Affirmer le rejet du capitalisme et de la guerre 4
- Sylvain Cayard, à Lognes 4
- Antoine Colin, à La Rochelle 5
- Claire Rocher, à Dijon 5
- Denise Grandmougin, à Schiltigheim 5
- Jean-Marie Nomertin, en Guadeloupe 5

Dans le monde

- Iran : Ni Trump, ni Pahlavi, ni Khamenei ! 8
- Où mène la politique des États-Unis ? 8
- Israël : une population otage de ses gouvernements 9
- Espagne : Sanchez, pacifiste pour la galerie 9
- Liban : la population sous les bombes 10
- La guerre ne se fera pas toujours « à distance » 10
- Iran : l'acharnement des États-Unis 11

Dans les entreprises

- Égalité salariale : le gouvernement se satisfait de peu 13
- Chômage : les jeunes, premières victimes 13
- Domo - Saint-Fons 13
- Stellantis - Trémery 14
- RATP - Ligne 9 14
- Ramassage de volailles : des esclavagistes condamnés 14
- Champagne : vendanges de la honte 14
- Aluminium Dunkerque 15
- La Poste - Loire-Atlantique 15

Les nôtres

- Notre camarade Perrin 6

Agenda

- Fêtes régionales 3
- Meeting avec Nathalie Arthaud 4
- La Fête de Lutte ouvrière 16

À bas la guerre impérialiste !

La guerre fait rage en Iran et au Liban. Elle touche les monarchies du Golfe et menace d'enflammer, de nouveau, l'Irak et la Syrie. Elle n'a pas cessé en Palestine depuis près de trois ans et a réduit Gaza à un champ de ruines. Elle ravage l'Ukraine depuis plus de quatre ans. Elle dévaste la Somalie depuis 2019 et aussi le Soudan. Elle est quasi permanente au Sahel et au Congo, et ce depuis tant d'années qu'il est difficile de dater son commencement.

L'odeur de poudre et de mort sature l'atmosphère de la planète. En attaquant l'Iran, les dirigeants de l'impérialisme, Trump, Netanyahu et les plus petits requins qui les suivent, nous plongent dans la troisième guerre mondiale.

La guerre est, plus que jamais, le fonctionnement normal du capitalisme. Depuis des décennies, les États-Unis, les pays européens, la Chine, la Russie et leurs alliés se disputent les ressources, les marchés et les zones d'influence. Les uns pour garder la part du lion, les autres pour accéder à la mangeoire. Chaque crise, chaque conflit local est l'occasion d'affaiblir ses adversaires. Les sanctions économiques, les cyberattaques, les ingérences politiques et les guerres par procuration sont l'avant-goût d'un affrontement plus large.

Ce que les États-Unis reprochent à l'Iran n'est ni son obscurantisme, ni sa dictature, mais le fait que ce régime leur tienne tête. Ils se moquent du sort des Iraniens tout autant que de celui des Palestiniens. Mais ils utilisent la lutte des Iraniens, ô combien courageuse, contre le régime des mollahs pour promouvoir leurs propres intérêts.

Les États-Unis veulent un régime à leur botte en Iran. De même à Cuba, qu'ils sont en train d'affamer. De même pour le Venezuela dont le président Maduro a été kidnappé et croupit au fond d'une geôle new-yorkaise. De même en Amérique latine et au Groenland. De même, ils voulaient mettre le régime ukrainien dans leur poche, et cela a entraîné la guerre avec la Russie.

La guerre contre l'Iran est aussi une attaque indirecte contre la Chine, menacée dans son approvisionnement en pétrole. Elle fait partie du combat que mène l'impérialisme américain pour contenir sa principale concurrente et rester le maître du monde. Et ce conflit n'en est qu'une étape.

Officiellement, la France n'est pas en guerre contre l'Iran, surtout parce que Macron a été mis devant le fait accompli par Trump et Netanyahu.

Mais il n'a pas tardé à s'aligner. Et comment croire que l'envoi du porte-avions Charles-de-Gaulle en Méditerranée n'a qu'une vocation « défensive » ?

La France, qui fut une puissance coloniale au Moyen-Orient, a noué des accords de défense avec les pays du Golfe et y a installé des bases militaires. Pourquoi ? Parce que les capitalistes français ont d'énormes intérêts au Qatar, au Koweït, aux Émirats arabes unis, qui sont notamment parmi les plus gros acheteurs d'armes françaises. Demain, des soldats français iront peut-être mourir dans le détroit d'Ormuz pour les intérêts de Dassault, Total et Vinci.

Les capitalistes transforment toute la planète en un champ de bataille. C'est une folie, un crime contre toute l'humanité !

Les pays riches pourraient utiliser leurs avancées techniques et leurs connaissances pour élever la condition des peuples qui contribuent partout à leur prospérité. Ils pourraient offrir la possibilité aux pays les plus pauvres de se développer. Ils pourraient lutter contre le réchauffement climatique et réaliser bien d'autres choses encore. Mais ils utilisent leur puissance pour asservir et exploiter les travailleurs et les peuples, les privant souvent du minimum, leur enlevant jusqu'à leur dignité.

Alors, quitte à dénoncer des fanatiques et des tyrans, commençons par dénoncer les fanatiques du profit, de l'accumulation insensée et du pouvoir qui sont chez nous, dans les citadelles capitalistes !

Nous n'avons rien à gagner, nous, travailleurs, à voir nos enfants s'entretuer pour le contrôle d'un oléoduc ou d'un marché stratégique. L'ennemi est dans notre propre pays. Il est dans ces conseils d'administration qui spéculent sur les conflits et augmentent le prix de l'essence. Il est à la tête du gouvernement qui fait produire des Rafale et des sous-marins nucléaires au lieu de former des médecins et d'embaucher des enseignants. Il est à la tête de l'armée qui prépare notre jeunesse à se sacrifier sur l'autel des profits capitalistes.

La seule guerre qu'il nous faut mener est celle qui mettra hors d'état de nuire la bande d'exploiteurs et de va-t-en-guerre qui nous dirige. Travailleurs de France, d'Europe, des États-Unis et d'ailleurs, unissons-nous par-dessus les frontières pour la renverser !

Nathalie Arthaud



L'impérialisme français au Moyen-Orient: **occuper une place**

En réponse à un jeune internaute inquiet qui lui demandait s'il pouvait arrêter la guerre, Macron a proclamé le 5 mars sur Instagram: « *La France ne fait pas partie de cette guerre.* » Et pourtant, il cherche à s'y positionner pour satisfaire les intérêts de l'impérialisme français.

Macron prétend que le porte-avions *Charles-de-Gaulle*, les frégates et les détachements militaires français déployés en Méditerranée et au large du détroit d'Ormuz ne seraient là que pour protéger les ressortissants et pour sécuriser le trafic maritime, « *de manière tout à fait pacifique* », a-t-il ajouté. Au jeune internaute, il a même expliqué: « *Vous n'allez pas faire la guerre du tout. Vous allez continuer de vivre, de passer votre brevet, de sortir...* » Quatre jours plus tard, à

bord du porte-avions au large de la Grèce, Macron a de nouveau prétendu que la flotte déployée devait servir à la « *désescalade* ». C'est une constante des gouvernements impérialistes de vouloir faire croire que, s'ils engagent leurs armées dans les guerres et multiplient les actions militaires, ce n'est que pour la défense du pays et de la paix. En son temps, le gouvernement français parlait de « *pacification* » pour nommer sa sale guerre coloniale en Algérie.

Macron, son gouvernement et l'état-major savent très bien que les bombardements américains et israéliens sur l'Iran qui embrasent déjà tout le Moyen-Orient font partie d'une offensive générale de l'impérialisme. Ils ont beau ne pas avoir été conviés à participer aux frappes contre l'Iran, ils se positionnent dans la guerre du côté de l'impérialisme américain et surtout de ceux qui en profiteront.

La bourgeoisie française a aussi des intérêts au Liban et veut sauvegarder l'idée qu'elle protège ce pays au nom d'une « *amitié traditionnelle* ». Macron a donc fait le grand écart en condamnant les frappes israéliennes sur les soldats de l'ONU qui y stationnent et a



fait savoir qu'il avait téléphoné à Netanyahu pour le dissuader d'occuper le pays. Son homologue libanais, Joseph Aoun, lui a aussi demandé d'user de sa diplomatie pour modérer Israël. Dans le concert impérialiste, Macron voudrait ainsi sauvegarder son image, d'autant plus que cela ne lui coûte rien. Mais au même moment les avions de l'armée américaine étaient autorisés à utiliser la base

militaire d'Istres sur leur trajet vers le Moyen-Orient.

Alors, la posture de défenseur des peuples ne doit tromper personne, pas plus que la légende d'une armée dont le seul but serait la défense du territoire et de la paix. L'impérialisme tricolore cherche, comme tous les autres, à dominer et à piller les ressources au profit de ses capitalistes, et au moyen de son armée.

Thomas Baumer

Des amitiés très intéressées

Les rapports entre la France et les États du Golfe vont bien au-delà de la simple nécessité de se fournir en pétrole et en gaz. Leurs échanges commerciaux dépassent les 20 milliards d'euros et concernent toutes les grandes entreprises du CAC 40 et une multitude d'autres.



Terminal portuaire d'Abou Dhabi.

Il y a évidemment les armes: les pays du Golfe ont acheté 171 des Rafale exportés par Dassault, Naval Group entretient et équipe une bonne partie de la flotte des amis locaux qui sont aussi clients pour des chars, des blindés, des radars, etc. Ce marché est estimé à 25 milliards d'euros, depuis 2020.

Il y a aussi la présence des entreprises françaises dans la construction, les services, la banque, les transports, le luxe, etc., et les investissements directs dans les deux sens. Le seul Qatar, le meilleur ami semble-t-il, a promis d'investir 30 milliards d'euros en France d'ici à la fin de la décennie. Accor, par exemple, est le premier

groupe hôtelier du Golfe et on se souvient de la place prépondérante des groupes français du BTP dans la construction des stades de football pour la Coupe du monde.

L'inévitable CMA CGM a une concession pour trente-cinq ans dans le terminal portuaire d'Abou Dhabi et transporte bien d'autres choses que le pétrole et le gaz. Les métropoles nouvelles qui ont jailli de terre et leur population ont en effet besoin d'être ravitaillées. De plus, le Golfe est devenu depuis deux décennies une vaste concentration industrielle. Des sous-produits du raffinage, comme les engrais, y sont désormais fabriqués et des industries grosses consommatrices de courant électrique, comme la production d'aluminium et les aciéries, s'y sont développées.

Cette coopération économique est facilitée par une coopération dite culturelle, avec l'installation du Louvre et de la Sorbonne à Abou Dhabi, la scolarisation de milliers d'élèves dans les lycées français, les festivités diverses et les réceptions en grande pompe des chefs d'État dans leurs divers palais, à commencer par l'Élysée. On ne sait si le coup de pouce de la France, et notamment de Sarkozy, pour

l'attribution de la Coupe du monde au Qatar et pour la valorisation du PSG fait partie de l'amitié culturelle ou de la pure et simple corruption.

Évidemment, pour sécuriser les investissements et fluidifier les ventes d'armes, il y a la coopération militaire, avec l'installation de plusieurs bases, la formation des militaires alliés sur place, l'instruction de cadets de marine ou de futurs aviateurs dans la patrie de Dassault. Pour sceller le tout, des accords de défense mutuelle ont été signés qui garantiront s'il le faut l'intervention de l'armée française aux côtés de ses alliés.

Ainsi, de jeunes soldats et marins sont envoyés là-bas

et pourraient tuer ou être tués pour protéger les intérêts d'une mince coterie de capitalistes français et de leurs amis et alliés des dynasties pétrolières.

Pour finir, comme toujours et comme partout, ces milliards qui garnissent les palais princiers et les comptes en banque des bourgeois ne sont pas un cadeau de la nature, mais le produit du travail de millions de prolétaires dont l'écrasante majorité vient d'Asie, sont féroceusement exploités et n'ont d'autre droit que celui de se taire! Voilà à quoi se réduit la défense du droit vue par Macron, ses généraux et ses commanditaires du CAC 40.

Paul Galois

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Rouen

Samedi 21 mars à partir de 17 heures

Palais des congrès à Oissel

Débat avec Nathalie Arthaud à 18 h 30

Metz

Dimanche 22 mars à 11 heures

Centre d'activités et de loisirs (CALP) de Plantières 2A, rue Mgr-Pelt

Débat avec Nathalie Arthaud à 15 heures

Le 15 mars, votez pour les listes de Lutte ouvrière et de Combat ouvrier !

Dimanche 15 mars, des millions d'électeurs, en métropole, à La Réunion et en Guyane, auront la possibilité de voter pour une listes Lutte ouvrière dans 243 communes où elles sont présentes. Aux Antilles, ils pourront voter pour l'une des six listes de Combat ouvrier.

Les votes pour ces listes clairement identifiées comme communistes, révolutionnaires et internationalistes seront une protestation contre la guerre. Ils seront un cri de colère contre la domination catastrophique et toujours plus pesante du capital, contre la montée

du chômage, le blocage des salaires, les licenciements, l'épuisement au travail, le sacrifice des services publics utiles à la population pour abonder les budgets militaires.

Ces votes seront aussi la preuve de la vitalité et de l'implantation de notre courant, ne serait-ce

que par le rassemblement sur nos listes de plus de dix mille travailleuses et travailleurs et par les centaines de milliers de discussions dans les entreprises et les quartiers ouvriers qui en ont découlé. La constitution de ces listes, la campagne électorale et le scrutin lui-même

sont autant d'étapes dans la construction d'un parti ouvrier capable de proposer des orientations claires aux travailleurs dans la période agitée qui s'ouvre devant eux.

Alors votez et faites voter Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs !

Affirmer le rejet du capitalisme et de la guerre



Le déchaînement de la guerre en Iran et au Liban était dans toutes les discussions, les candidats des grands partis aux élections municipales ont continué à dérouler des programmes centrés sur le local.

Logement, école, santé, transport, tous ont présenté de prétendues solutions pour améliorer la vie des habitants, comme si ce qui se passait au niveau national et international n'avait aucune conséquence sur la situation locale. Rien d'étonnant venant de têtes de liste qui appartiennent à des partis qui ont été ou qui sont encore au gouvernement, et qui essaient de le faire oublier. Mais même venant de candidats n'ayant pas d'arrière-pensées politiciennes, prétendre permettre que tout aille bien à l'échelle d'une ville, prétendre échapper aux conséquences de la guerre, est une illusion.

Tout est lié. Il n'y a pas de bulle où l'on pourrait se réfugier. En France, nous ne sommes pas – pas encore – sous les bombes, mais la guerre, les travailleurs la paient déjà. Le gouvernement dépense des milliards pour le budget militaire.

Il l'a augmenté de près de sept milliards. Il réserve dix milliards pour construire un autre porte-avions alors qu'il n'y a pas d'argent pour les infrastructures de santé, pas d'argent pour les écoles, pas d'argent pour construire ou rénover les logements, pas d'argent pour ce qui est essentiel pour la vie des travailleurs. Demain, il y aura moins de crèches, moins de transports, moins de services de santé accessibles, moins de profs et moins d'instituteurs, pour qu'il y ait plus de Rafale, plus de chars, plus de bombes, plus de munitions !

Et demain, c'est aux maires que le gouvernement demandera de mobiliser la population pour une guerre qui n'est pas la sienne. Le chef d'état-major, Fabien Mandon, s'est adressé en novembre dernier aux maires de France pour leur demander de contribuer à ce que « le pays soit prêt » en cas de guerre. Après avoir déclaré

qu'il allait falloir « *accepter le risque de perdre des enfants, de souffrir économiquement* », il a demandé aux maires d'en parler dans les communes. « *Les maires ont un rôle fondamental à jouer* », a-t-il déclaré car ils seraient le « *meilleur relais* » auprès des concitoyens. Et de demander aux maires de se rapprocher de correspondants défense, de délégués militaires départementaux, de commandants de régiments et de bases navales pour expliquer la situation à leurs concitoyens. Le chef d'état-major a insisté pour que les maires facilitent l'installation des militaires dans leurs communes, permettent les entraînements et les grandes manœuvres que va effectuer l'armée de terre. « *Nous avons besoin d'espaces. S'il vous plaît, essayez d'avoir un regard positif sur ces actions. Nous avons un réseau qui peut vous aider à préparer* » la population, a-t-il martelé.

Aussi, les travailleurs doivent avoir les yeux grands ouverts sur la situation, être conscients de ce que la bourgeoisie prépare s'ils veulent pouvoir l'empêcher de faire de la jeunesse de la chair à canon. Face à cette situation, les travailleurs doivent ne compter que sur leurs combats, leur conscience, leur organisation pour changer le cours des choses. Les candidatures de Lutte ouvrière ont permis d'affirmer cette vérité alors que la plupart des autres candidats cherchaient avant tout à cacher la réalité de la crise et de la marche à la guerre.

Aline Retesse

Sylvain Cayard, à Lognes

Je suis technicien de maintenance à Disneyland Paris, j'ai 38 ans et je conduis la liste Lutte ouvrière à Lognes, en Seine-et-Marne.

À la maison, quand j'étais enfant, nous parlions parfois politique. Ma mère, issue d'une famille liée au Parti communiste, se disait « de gauche ». Elle nous a transmis certaines notions, notamment la conscience que la société est divisée entre riches et pauvres.

Après des études techniques, j'ai enchaîné les missions d'intérim avant de travailler dans une petite entreprise de fermeture industrielle. L'arbitraire, la tyrannie du petit patronat, les remarques crasses, racistes ou anti-pauvres ont nourri ma révolte.

J'ai connu Lutte ouvrière en commençant à travailler à Disneyland, il y a maintenant quinze ans, où une petite équipe militante existait déjà. J'y ai d'abord vu un moyen de me battre aux côtés de camarades intègres et convaincus, avant même que ces idées deviennent pleinement les miennes.



Si je me présente à ces élections municipales, c'est pour dénoncer le traitement réservé aux travailleurs. Le manque de logements autour de Disney, où les prix sont inabornables pour de petits salaires. Pour les touristes, il y a bien des boutiques de luxe et des hôtels, mais inaccessibles pour ceux qui font fonctionner tout ça.

Les travailleurs sont l'avenir, leurs combats peuvent changer le cours de l'histoire. Commençons par nous organiser pour faire entendre l'idée que nous sommes collectivement porteurs d'un autre système, débarrassé de la concurrence et de la guerre.

Meeting avec Nathalie Arthaud

Jeudi 12 mars à Nantes

Salle Nantes-Erdre - 251, route de Saint-Joseph

Réunions publiques

Vendredi 13 mars

- **Bordeaux**, à 18 heures, salle municipale du Grand-Parc
- **Cholet**, à 18 h 30, salle de la Bruyère
- **Lormont**, à 18 h 30, Maison des associations des Iris
- **Kourou**, à 19 heures, Marché couvert Fortuna Ringuet

Claire Rocher, à Dijon

Je conduis la liste Lutte ouvrière à Dijon, en Côte-d'Or, et je suis infirmière au centre hospitalier de la ville. Cet hiver, des patients ont attendu 27, 30, 40 heures aux Urgences, sur un fauteuil ou un brancard, dans le couloir, avant de voir un médecin. À force de fermetures de lits voire d'hôpitaux entiers dans la région, et faute de former suffisamment de médecins, ces temps d'attente au CHU n'ont fait que s'allonger, et battent aujourd'hui des records.

À Dijon comme ailleurs, l'hôpital est malade du capitalisme. Sommé d'être rentable, il est géré comme n'importe quelle entreprise, entre des économies sur le personnel, d'un côté, et des

emprunts forcés, de l'autre, pour tout un tas de projets immobiliers. Aujourd'hui, il y a plus de véhicules de chantier que d'ambulances autour de l'hôpital, et c'est bien parce qu'on soigne les profits du BTP plus que les patients !

C'est ce diktat des financiers, qui décident en fonction de leurs seuls profits de l'usage qui est fait des ressources les plus indispensables à l'humanité, que je combats. Aujourd'hui, leur avidité et leur concurrence nous emmènent vers la guerre : le dernier projet de construction annoncé par la direction de l'hôpital est un centre médical avancé à la base aérienne de Longvic, destiné à recevoir les blessés dans l'hypothèse



d'un « conflit de haute intensité ».

Les travailleurs ont de tout autres intérêts. Conscients, organisés, ils seront capables d'offrir un autre avenir à l'humanité, de bâtir une société qui mette les immenses moyens dont nous disposons – dans la santé comme ailleurs – au service des besoins de tous.

Antoine Colin, à La Rochelle

Je me présente pour la quatrième fois à La Rochelle et, comme en 2020, je suis le seul des sept candidats têtes de liste à ne pas avoir été invité au débat organisé par France 3, le 11 mars.

Mes protestations ont été vaines, la chaîne invoquant des « exigences éditoriales et techniques », dont le manque de place, pour limiter à six le nombre d'invités. Et pourquoi le candidat révolutionnaire est-il éliminé à chaque fois ? La chaîne invoque les règles de « l'équité » fixées par l'Autorité de régulation de la communication (Arcom), et mon score en 2020, qui sert de base pour évaluer

cette équité. Mais, en 2020, le RN n'était pas même parvenu à constituer une liste ! Cette année un candidat divers droite se présente pour la première fois, sans soutien d'un parti. Il faut croire qu'un rédacteur en chef qui écarterait le RN ou la droite du débat se ferait taper sur les doigts, et que les règles de l'Arcom laissent une large part à l'interprétation.

À la différence de 2020, la chaîne m'a donné une compensation : 1 minute et 40 secondes d'intervention enregistrée, qui sera diffusée pendant le débat, où les six invités se partagent 52 min. Mais elle a été assortie d'un



avertissement du rédacteur en chef recommandant de ne pas dire n'importe quoi, par exemple parler de la guerre à Gaza, comme l'avait fait Ludovic Gaillard, tête de liste à Poitiers qui est dans le même cas, ce qui serait hors-sujet et trop clivant !

Devant mes protestations, le rédacteur a finalement renoncé à vouloir décider de notre programme et convenu que je pouvais dire ce que je voulais.

On ne va pas s'en priver !

Jean-Marie Nomertin, à Capesterre-Belle-Eau, en Guadeloupe

Je conduirai une liste de Combat ouvrier à Capesterre-Belle-Eau où je suis né et où je réside.

Je suis issu d'une famille modeste de travailleurs agricoles. J'ai quitté les bancs de l'école avec le niveau BEP – réparateur machines agricoles. Mais comme nombre de jeunes, le niveau BEP ne m'a pas permis de trouver un emploi correspondant. Et c'est donc en 1983, comme employé chez un

commerçant à Fonds-Cacao que j'ai commencé ma vie de travailleur salarié.

Par la suite, j'ai travaillé comme ouvrier agricole chez un petit planteur et quand les terres de ce dernier ont été achetées par la SARL Les palmiers, je suis devenu ouvrier de cette société.

J'ai commencé à militer à Combat ouvrier à la fin de l'année 1985. Évidemment, depuis de nombreuses

années, je suis aussi connu en tant que secrétaire général de la CGTG. Mais dans la mesure où j'estime que les travailleurs doivent faire de la politique et de la politique ouvrière, je me suis toujours appliqué ce principe.

J'ai eu l'occasion de diriger des luttes importantes parmi les ouvriers de la banane. Ma première lutte a été la lutte victorieuse pour l'indemnisation des ouvriers agricoles après les

Denise Grandmougin, à Schiltigheim

Pour la deuxième fois, je conduis une liste à Schiltigheim, ville ouvrière du nord de Strasbourg. Je connais le mot chômage depuis l'âge de 4 ans, quand mes parents, ouvriers dans une usine textile des Vosges, en souffrirent. Infirmière dans la sidérurgie lorraine, j'ai vécu les licenciements massifs des années 1980, quand patrons et gouvernements ont liquidé les usines sidérurgiques. Institutrice dans le Bas-Rhin jusqu'en 2017, j'ai connu l'aggravation des conditions d'enseignement liée aux coupes budgétaires du service public.

À Schiltigheim, la dernière brasserie a fermé fin 2025 : 200 emplois supprimés par Heineken, autant chez les sous-traitants. Être chômeur, travailleur réduit à la précarité devient le quotidien d'une partie de plus en plus importante de la population, jeune et moins jeune. La détérioration des conditions de vie, c'est aussi les logements qui posent des problèmes permanents aux locataires des nombreuses cités ouvrières de la ville : infiltrations d'eau, chauffage en panne, ascenseurs non réparés, charges locatives



abusives. La hausse des prix aggrave la situation. À 70 ans, je ne me résigne pas plus aujourd'hui qu'hier.

Les 39 candidats qui figurent sur la liste appartiennent à toutes les catégories du monde du travail. Certains sont originaires de pays différents : Afghanistan, Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Comores, Maroc, Russie, Syrie, Turquie ; ils sont représentatifs de la classe ouvrière, dans toute sa diversité. Notre liste nous donne les moyens d'affirmer que les travailleurs peuvent s'unir pour se renforcer face à la dictature des capitalistes, face aux politiciens qui servent docilement les intérêts des riches.

Relever la tête, ne compter que sur nous-mêmes ! Tout un programme !



RADIO PARLONS VRAI

périodes de chômage qui suivaient toujours les cyclones et autres calamités.

En décembre 1996, il y eut 18 jours de grève sur la plantation de la SCA Plaine pour réclamer le paiement de la prime de fin d'année. En décembre 1998, une grève de 52 jours permit aux ouvriers agricoles d'arracher

une prime de fin d'année de 4 000 F (609,80 euros).

J'ai eu l'occasion avec mes camarades travailleurs de diriger de nombreuses autres grèves dans la banane. La dernière la plus importante fut la grève victorieuse de 2017 sur toutes les plantations de banane.

PS, PCF, LFI et écolos : une gauche à la rescousse de Macron

À propos de la guerre contre l'Iran, « la gauche arrive à se retrouver sur des positions communes », se félicitait le journal *L'Humanité* du 4 mars. Sans dire que cette position commune consiste à soutenir la guerre tout en faisant croire qu'on la critique.

Le Parti socialiste a bien critiqué les bombardements américains sur l'Iran, de même que le PCF et LFI. Ces derniers ont même osé dénoncer Trump qui cherche « à prendre la main sur le pétrole pour en priver la Chine » (Roussel), à « couper la route qui alimente en pétrole, notamment la Chine » (Mélenchon). Mais une fois cela dit – ce qui ne coûte pas cher tant qu'il ne s'agit pas des intérêts impérialistes français – ils ont repris leurs habits de politiciens responsables. La seule véritable critique consiste à dire, comme Mélenchon, que cette guerre est « illégale ». C'est en substance reprocher à Trump

et Netanyahu de ne pas l'avoir décidée dans le cadre de l'ONU. Placer la critique sur ce terrain, c'est s'en remettre à un droit international qui protégerait les peuples. On est très loin de la dénonciation de la domination des grandes puissances !

L'ONU, présentée à gauche comme l'incarnation du droit international, a été créée par les grandes puissances elles-mêmes, et a servi à justifier bien des interventions contre les peuples. Quand ses résolutions pouvaient leur être un peu favorables, comme concernant la Palestine, elles n'ont jamais été respectées et cela n'a gêné le

sommeil d'aucun dirigeant des pays impérialistes. L'existence de l'ONU, depuis 1945, n'a jamais empêché les grandes puissances de massacrer comme bon leur semblait, avec ou sans sa bénédiction. Les gouvernants français, y compris de gauche, qui ont mené les guerres coloniales à Madagascar, en Indochine, en Algérie, au Cameroun, l'ont fait sans l'autorisation de l'ONU, qui s'est bien gardée de le leur reprocher trop sérieusement.

Concernant les menées militaires de la France, les partis de droite approuvent bien sûr. Mais les partis de gauche passent souvent au soutien ouvert, comme cela a été le cas pour l'envoi du porte-avions *Charles-de-Gaulle* en Méditerranée. Le Parti socialiste a déclaré que « la protection de nos compatriotes, de nos alliés,



le respect de nos engagements vis-à-vis de Chypre, l'intégrité territoriale du Liban ami, doivent être soutenus ». Quant à LFI, sa représentante Mathilde Panot a réagi à ces mêmes actions militaires en affirmant : « La France a raison d'honorer ses engagements ». Mais derrière ces « engagements », il y a bien la participation à la guerre de Trump. 650 soldats français sont stationnés dans une base militaire française aux Émirats arabes unis et les représentants de cet État se sont réjouis de l'aide française pour l'utilisation des Rafale.

L'impérialisme français intervient au Moyen-Orient car il ne veut pas abandonner ses positions et tient à

participer à la curée pour le contrôle des richesses. Du PS et des Écologistes au PCF et à LFI, les partis de gauche le savent très bien, et savent abandonner les fausses critiques pour se montrer comme de possibles gouvernants, responsables à l'égard de bourgeoisie.

Il est vrai que, dans une lettre adressée à Macron, le secrétaire du PS Olivier Faure lui a demandé « de réunir les chefs des partis politiques et des groupes parlementaires ». Il exprime là la véritable préoccupation des représentants de cette gauche : être associés à des décisions militaires que sur le fond ils approuvent.

Jean Sanday

Morts de la rue : une société indigne

Samedi 7 mars à 14 heures a eu lieu sur la place de la Comédie à Montpellier un hommage aux morts de la rue organisé par le Collectif citoyen contre le sans-abrisme.

Allongés sur des couvertures de survie et sur un fond sonore rythmé par le glas, des bénévoles tenaient des pancartes avec le nom, la date et les circonstances du décès de ces personnes ces dernières années à Montpellier. La mise en scène rappelait que, derrière les statistiques, il y a des drames personnels.

Trente-quatre personnes sont mortes dans la rue en 2025 dans la seule ville de Montpellier, de froid ou de maladie, souvent dans la discrétion la plus totale. Encore aujourd'hui, elles seraient plus de 1 000 à n'avoir aucun abri où dormir. Quant aux places d'hébergement d'urgence, leur nombre limité ne permet pas de proposer une solution à tous,

et encore faut-il réussir à joindre le 115 (numéro d'urgence sociale), dont la ligne est trop souvent saturée.

Ces chiffres sont à mettre en rapport avec le grand nombre de logements vides dans la ville, en quantité suffisante pour pouvoir offrir un toit à chaque sans-abri. Car ce sont bien les propriétaires qui, en refusant de louer, en augmentant les loyers ou en expulsant leurs locataires, condamnent un grand nombre de personnes à vivre dehors.

Ce n'est donc ni le froid, ni l'indifférence qui tuent, mais bien un système où le droit de propriété prime sur le droit de vivre décemment.

Correspondant LO

Notre camarade Perrin

Notre camarade, Richard Percevault, que nous appelions Perrin, est décédé le dimanche 1^{er} mars, des suites d'une maladie neurologique qui l'avait fait basculer dans un monde inaccessible, éprouvant pour lui et ses proches. Il allait avoir 76 ans.

C'est au tout début des années 1970, à la Thomson CSF, en banlieue parisienne, que Perrin a croisé le chemin de Lutte ouvrière. Il y avait été repéré par un militant dont il était le chef, comme un gars bien, solidaire des travailleurs. De fait, Perrin intégra vite la petite équipe qui publiait un bulletin politique régulier dans l'entreprise. C'était parti pour toute une vie de militant ouvrier.

Jusqu'en 2004, où Thomson, devenue Alcatel entre-temps, ferma ses portes, Perrin fut de tous

les combats avec les travailleurs de l'entreprise et sur tous les fronts pour faire vivre Lutte ouvrière et défendre ses idées.

Mis à la retraite à 54 ans, il profita du temps dont il disposait pour épauler les camarades de plusieurs entreprises et pour prendre en charge d'autres tâches indispensables. Il fut l'un des accompagnateurs d'Arlette Laguiller dans ses déplacements, veillant à ce que

tout se passe bien pour elle.

Il prit également part au travail nécessaire à l'entretien du parc de Presles, où se déroule la fête annuelle de Lutte ouvrière. Ses compétences en maçonnerie font d'ailleurs école aujourd'hui.

Qu'il s'agisse de couler une dalle en béton, d'assurer la tranquillité d'Arlette, de trouver la meilleure façon de rédiger un écho pour la presse d'entreprise ou de défendre ses idées sur un marché ou dans les campagnes électorales, Perrin était solide, ouvert et doux, toujours disponible et prêt à aider du mieux qu'il pouvait. Cela faisait de lui un camarade, un ami, un compagnon précieux. Il a vécu une belle vie de militant et nous sommes heureux et fiers de l'avoir partagée avec lui.



Chômeurs : une loi inique sur le RSA

France Travail, organisme chapeauté par le très pro-patronal ministre du Travail Farandou, s'inquiète que dans certains départements les travailleurs bénéficiaires du RSA soient trop sévèrement sanctionnés.

C'est pourtant un gouvernement de Macron qui a fait adopter fin 2023 une loi abusivement appelée « pour le plein emploi ». Elle confie les bénéficiaires du RSA à France Travail, qui doit faire semblant de les faire travailler même lorsqu'il n'y a pas d'emplois et que le patronat licencie. Elle prévoit aussi de les priver d'une partie de leur allocation au moindre manquement aux contrôles qui leur

sont appliqués. En mai 2025, un autre gouvernement du même Macron avait émis un décret spécifiant que, dès le premier manquement, le demandeur d'emploi pouvait voir son allocation suspendue « d'au moins 30 % » pour une durée d'un à deux mois. Le patronat applaudissait ce qui était supposé remobiliser les chômeurs qui, prétend Macron, n'ont qu'à traverser la rue pour trouver un travail.



Protestation à Quimper en février 2025.

Or au moins dix-sept départements ont décidé de supprimer automatiquement 100 % du RSA dès le premier manquement. Pire encore, au moins trois départements ne tiennent aucun compte de la situation familiale de ces demandeurs d'emploi : même s'ils ont charge de famille, l'allocation est complètement supprimée, ce qui est

contraire au décret.

Or si France Travail regrette que les règles soient différentes d'un territoire à un autre, le ministère du Travail précise qu'en matière de sanctions aux bénéficiaires, la décision finale revient quoi qu'il arrive aux conseils départementaux, puisque ceux-ci financent le RSA.

C'est donc bien une chasse aux pauvres que cette loi et ce décret ont organisée, tout en laissant aux politiciens locaux le soin de décider de l'ampleur des coups portés aux travailleurs les plus fragiles. Pendant ce temps, les 13 000 millionnaires ne payant aucun impôt sur le revenu ne sont pas inquiétés...

Lucien Déroît

Indemnités réduites

À peine l'encre avait-elle séché à la fin des négociations entre les organisations patronales et trois confédérations syndicales sur les ruptures conventionnelles de CDI, le gouvernement rédigeait un projet de loi destiné à appliquer cette nouvelle attaque contre les travailleurs.

C'est en effet le 25 février que la CFDT, la CFTC et FO signaient avec le Medef, la CPME et l'U2P pour permettre au patronat d'économiser des centaines de millions d'euros sur trois ou quatre ans. Les patrons réclamaient même un milliard d'économies. Si le projet de loi qui découle de cet accord scélérat est adopté, c'est une somme finalement assez proche qui sera récupérée en quelques années grâce au raccourcissement de la durée de versement des indemnités de chômage consécutives à la rupture.

En effet, la rupture conventionnelle est plébiscitée par les employeurs puisqu'elle leur permet de négocier facilement et « à l'amiable » le licenciement individuel d'un salarié souvent ancien et donc mieux payé qu'un plus jeune. Pour le salarié, cette formule ouvre le droit à des allocations chômage, pour une durée potentielle avant la nouvelle réforme qui allait de 18 à 27 mois selon l'âge.

Cette durée serait réduite de 18 à 15 mois avant l'âge de 55 ans, à 20,5 mois au lieu de 22,5 à 55 et 56 ans, et serait de 27 mois à partir de 57 ans. Le patronat et le gouvernement organisent ainsi

une ponction globale qui pourrait, selon eux, pousser entre 12 000 et 15 000 chômeurs à « retourner à l'emploi ». C'est se moquer du monde ! Près de 900 000 travailleurs âgés de plus de 50 ans étaient inscrits sur les listes de France Travail à la fin 2025, en catégorie A – sans aucun emploi et immédiatement disponibles – dont beaucoup depuis plus de deux ans. Alors, prétendre que leur couper toute ressource les incitera à chercher un emploi est pire que du mépris. C'est leur déclarer la guerre.

Et ce n'est pas parce que le pire aurait été évité, à savoir la baisse du montant de l'allocation couplée à la baisse de la durée de versement, en Métropole en tout cas, que la mesure deviendrait acceptable. Quand une rupture conventionnelle sur cinq concerne des travailleurs seniors, et bien souvent à l'initiative de l'employeur, s'en prendre aux plus âgés est scandaleux. Les caisses de l'Unedic sont pleines, et si elles venaient à s'assécher quelque peu, ce devrait être aux profiteurs du travail, les grandes entreprises et leurs actionnaires, de les combler.

Viviane Lafont

Affaire Nahel : meurtrier mais policier avant tout

La Cour d'appel de Versailles vient de décider que le policier qui avait tué Nahel, un jeune de 17 ans, ne serait pas jugé pour meurtre devant une cour d'assises, mais devant une simple cour criminelle départementale pour « violences ayant entraîné la mort sans avoir intention de la donner ».

En juin 2023, le coup de feu mortel tiré à bout portant sur Nahel au volant d'une voiture arrêtée, avait été filmé et avait provoqué la colère contre la police de très nombreux jeunes, donnant lieu à des émeutes dans tout le pays.

La Première ministre de l'époque, Élisabeth Borne, avait solennellement déclaré au Sénat que « la justice passera, personne ne doit en douter ». Dans un premier temps des juges d'instruction avaient mis le policier en examen pour meurtre.

Mais que valent les paroles gouvernementales ?

Presque trois ans après, les faits ont été requalifiés en appel pour ménager le tueur, sa hiérarchie et les tenants d'un ordre appuyé sur la police, fût-elle meurtrière.

Pour aboutir à ce résultat, les magistrats de Versailles ont tordu les faits de façon grotesque. Le policier a-t-il eu l'intention de tuer Nahel ? Non selon eux, puisqu'il avait exhibé son arme « de manière réitérée et significative ». Ainsi lorsqu'un policier menace quelqu'un de son arme, puis tire et le tue, ce n'est pas intentionnel...

Pourquoi le policier

a-t-il tiré sur Nahel à bout portant ? Selon ces juges, c'était pour ne pas risquer de blesser quelqu'un d'autre. Il aurait donc tué pour protéger la vie...

Selon l'expert balistique, le policier visait la « zone thoraco-abdominale », donc le cœur de Nahel. Les juges n'en estiment pas moins que l'intention du policier n'était pas de viser cette zone et incriminent la victime car elle « gesticulait » au lieu d'attendre bien sagement d'être mise en joue et tuée.

Les juges estiment quand même qu'il y a eu violences envers Nahel – c'est bien le moins – mais bien qu'elles aient été commises par une personne dépositaire de l'autorité publique à l'aide d'une arme, ils n'ont pas retenu ces circonstances aggravantes, comme cela est pourtant prévu par la loi. Cette « vérité » juridique ressemble à un gros mensonge qui a l'avantage de réduire encore de cinq ans la peine maximale de prison encourue par le tueur.

C'est au prix de telles absurdités que l'appareil judiciaire aide la police à ne pas subir les conséquences de ses rapports brutaux avec les classes populaires.

L. D.



CAPTURE D'ÉCRAN DE LA VIDEO

Le coup de feu mortel filmé.

Iran : Ni Trump, ni Pahlavi, ni Khamenei !

Au dixième jour de la guerre, les bombes israélo-américaines tombaient chaque jour en Iran, non seulement sur des casernes et des installations militaires mais aussi sur des immeubles d'habitation et des infrastructures.

À l'angoisse que son immeuble soit visé ou ses proches tués, s'ajoutent pour la population les difficultés pour s'approvisionner alors même que le pays est frappé depuis des années par l'embargo américain et l'hyperinflation. À Téhéran, le bombardement de plusieurs dépôts de carburant, le 8 mars, a provoqué d'immenses incendies, suivis de pluies noires acides qui brûlent la peau, asphyxient les habitants et polluent les sols et les nappes phréatiques. Deux jours plus tard, le secrétaire américain à la Guerre annonçait que le pire était à venir : « *Le 11 mars sera le jour le plus intense de frappes.* »

Voilà comment les dirigeants de l'impérialisme

entendent « libérer » le peuple iranien de la dictature des mollahs ! Si, parmi les témoignages qui parviennent d'Iran, la haine du régime est toujours présente, on ne voit plus les scènes de liesse qui avaient suivi la mort de l'ayatollah Khamenei, le 28 février. Seuls les partisans en exil de Pahlavi, le fils de l'ancien chah, complaisamment relayés dans les médias et qui prétendent sans gêne parler au nom de tous les Iraniens, osent voir dans ce tapis de bombes une entreprise de libération ayant l'assentiment de la population.

Loin de s'effondrer après l'élimination du premier cercle dirigeant, le régime a continué à organiser sa riposte militaire, frappant

des bases et des installations américaines et d'autres cibles dans les pays du golfe Persique, en Israël, en Irak, en Jordanie ou en Azerbaïdjan. Un nouveau Guide suprême a été désigné en la personne de Mojtaba Khamenei, le fils du précédent. Ali Laridjani, rejeton d'une riche famille, proche des Pasdarans et chef du Conseil suprême de sécurité, tient en main l'appareil d'État. Sans surprise, les bombardements israélo-américains ont pour effet de renforcer le sentiment national iranien et de redonner de la légitimité à un régime

pourtant discrédité après le massacre perpétré en janvier contre des millions de manifestants désarmés.

En Iran, mais aussi parmi les exploités de nombreux pays, cette nouvelle agression israélo-américaine a pour effet de faire apparaître les mollahs et les Pasdarans comme des résistants face à la domination impérialiste. C'est une terrible impasse car, si Trump et Netanyahu sont sans conteste les agresseurs, les dirigeants de la République islamique se cachent depuis 47 ans derrière les

slogans anti-impérialistes pour piller l'Iran, accumuler des fortunes et exploiter leur propre peuple. Les classes populaires, la jeunesse et plus encore les millions de travailleurs d'Iran ont montré leur courage et leur force à de nombreuses reprises dans le passé proche ou lointain. Pour se libérer, à la fois du régime des mollahs et de la domination impérialiste, ils ne peuvent compter que sur leurs propres luttes et les liens qu'ils sauront établir avec les opprimés du monde entier.

Xavier Lachau



Bombardement dans le centre de Téhéran, le 2 mars.

Où mène la politique des États-Unis ?

Au-delà des déclarations de Trump, aussi extravagantes que contradictoires, il est clair que les États-Unis ont adopté une politique systématique de mise au pas des régimes qui leur tiennent tête, comme ceux du Venezuela, de l'Iran ou de Cuba.

Mais jusqu'où le conflit actuel en Iran ira-t-il et quelles en seront les conséquences, aucun dirigeant de la planète ne le sait, pas même Trump.

Trump a déclaré au début des bombardements de l'Iran : « *Ça va marcher comme au Venezuela* », puis il s'est attribué une note de « 15

sur 10 » pour la guerre qu'il venait de déclencher. Il est vrai que plusieurs têtes du régime iranien sont rapidement tombées, dont celle du guide suprême, Ali Khamenei. Mais le régime est toujours là car, comme le note une ancienne responsable des services secrets israéliens, « *L'Iran a*

peut-être été surpris [...] mais ils étaient prêts pour la guerre. D'abord pour assurer la continuité du système en ayant prévu des remplacements de leurs dirigeants. »

Après avoir prétendu vouloir renverser le régime iranien, Trump a déclaré vendredi 6 mars : « *Les leaders religieux ne me dérangent pas* », avouant même, à propos d'éventuels dirigeants issus du régime qui auraient été plus à la botte des États-Unis, que « *la plupart des gens qu'on avait en tête sont morts* » ! Après avoir dit qu'il n'écarterait pas l'option d'une intervention militaire terrestre, il a expliqué qu'elle serait une « *perte de temps* ». Cette formulation exprime la crainte, répandue parmi les électeurs de Trump, d'un borborygme militaire dans lequel l'armée américaine risquerait de s'enfoncer comme après l'invasion de l'Irak en 2003. Trump a même déclaré qu'il considérerait que cette guerre était désormais quasiment « *finie* »... tout en intensifiant au même moment les bombardements sur l'Iran.

La réalité est que, en déclenchant cette guerre, les dirigeants de l'impérialisme ont ouvert une boîte de Pandore dont ils ignorent eux-mêmes ce qui en sortira. Cette intervention a d'ores et déjà allumé et attisé des foyers de guerre dans toute la région. Pour l'instant, c'est surtout du côté de l'armée israélienne et du Liban que la violence est montée d'un cran. Dans la Syrie voisine, les forces militaires du nouvel homme fort de ce pays, l'ex-djihadiste al-Charaa, se sont mises en position face à d'éventuelles infiltrations de milices du Hezbollah libanais pro-iranien.

Les monarchies pétrolières du golfe Persique, elles, sont visées par des missiles et des drones envoyés par l'Iran, même si les dispositifs d'interception fournis par les États-Unis leur permettent d'en limiter considérablement les dégâts. Il n'empêche que l'ensemble du Moyen-Orient est déstabilisé. L'Irak, la Jordanie et même l'Azerbaïdjan sont touchés.

En revanche, si la Russie fournit des renseignements militaires à son allié iranien, l'attitude de la Chine est à la prudence et les États-Unis, pour l'instant, semblent vouloir éviter une escalade de ce côté. Pour contrer l'explosion des prix du pétrole, le département du Trésor américain a même autorisé l'Inde à acheter du pétrole russe jusqu'au 4 avril. De son côté, lors d'une conférence de presse tenue dimanche 8 mars, le ministre des Affaires étrangères chinois, s'il a dénoncé la guerre contre l'Iran, s'est bien gardé de citer les États-Unis comme responsables. Il a même déclaré que Trump et Xi Jinping avaient « *montré l'exemple* » ces derniers mois pour remettre « *la relation [Chine-États-Unis] sur le bon cap après des hauts et des bas* ».

Il reste que la guerre déclenchée au Moyen-Orient par les États-Unis vise bien à affirmer ou réaffirmer leur hégémonie mondiale, y compris et peut-être principalement face à la Chine.

Pierre Royan



Israël : une population otage de ses gouvernements

Depuis le 28 février et le lancement de la guerre contre l'Iran, désignée côté israélien par le nom de code « Rugissement du lion », la vie de la population d'Israël est ponctuée par des alertes et des allers-retours aux abris pour se protéger des tirs de missiles et des drones iraniens, qui ont fait une dizaine de victimes.

Afin d'obtenir le soutien de sa population, le Premier ministre Netanyahu répète à longueur d'interventions télévisées qu'il s'agit d'une guerre « existentielle » et qu'après la défaite de l'Iran, la sécurité du pays sera définitivement garantie. Mais ce n'est que la suite d'une escalade de violence sans fin à l'échelle de toute la région.

À Gaza, qui ne fait plus la une de l'actualité, rien n'est réglé et les Palestiniens continuent de mourir dans les ruines laissées par deux ans de bombardements intensifs. En Cisjordanie, les colons font plus que jamais régner la terreur avec la complicité des soldats israéliens dont le nombre a été augmenté depuis le début de la guerre avec l'Iran. Ainsi, le 8 mars, une centaine de colons ont pu attaquer en toute impunité le village d'Abu Falah, au nord-est de Ramallah, tuant trois Palestiniens. « *Sous l'égide de l'attaque israélo-américaine contre l'Iran, la coopération entre l'armée et les milices de colons s'intensifie dans le cadre de l'extension du nettoyage ethnique en Cisjordanie* », constate l'ONG B'Tselem en faisant état de 15 blessés par balle en une semaine. Au

total, au moins 1 040 Palestiniens ont été tués par des soldats ou des colons israéliens en Cisjordanie depuis le début de la guerre à Gaza. Il devient d'ailleurs difficile de faire la différence car, d'après un rapport publié fin février par l'ONG Yesh Din, « *Israël a équipé des milliers de colons d'armes à feu et d'uniformes militaires et leur a donné des pouvoirs létaux sans mécanismes de surveillance adéquats.* » Prenant prétexte de la guerre avec l'Iran, le ministre de l'Intérieur d'extrême droite, Itamar Ben Gvir, a annoncé, le 9 mars, dans un communiqué titré « Jérusalem a droit aux armes », que 300 000 habitants de la ville seront désormais éligibles au port d'arme.

Depuis le 7 octobre 2023, Netanyahu s'est lancé dans une escalade militaire, se vantant de pouvoir mener la guerre sur sept fronts en même temps, et notamment au Liban, en Syrie, au Yémen et maintenant en Iran. À chaque fois, il s'agit d'une nouvelle « guerre existentielle », censée garantir la sécurité d'Israël. Ce discours est repris par l'ensemble des partis israéliens qui se sont tous joints à l'union nationale



Soldats israéliens dans la bande de Gaza.

derrière Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite. Sous l'effet de cette propagande, il n'est pas étonnant que des voix discordantes aient du mal à se faire entendre au sein de la population israélienne. Seules quelques dizaines de personnes ont courageusement participé à des rassemblements à Tel Aviv et devant la résidence de Netanyahu à Jérusalem pour clamer : « *La guerre n'a rien de normal, il faut refuser de s'habituer.* »

Au-delà de ces manifestations, il est certain que beaucoup d'Israéliens ne manifestent aucun enthousiasme à devoir se retrouver

quasiment en permanence sous l'uniforme. Ainsi on ne sait pas quelle proportion des 100 000 réservistes rappelés après le 1^{er} mars a effectivement rejoint son unité. En effet, depuis la guerre à Gaza qui a entraîné une multiplication des périodes de rappel, seule une minorité de réservistes – moins de 40 % – répond aux convocations, au point qu'on les appelle des « réservistes permanents », dont une partie importante est issue des milieux d'extrême droite.

La politique de Netanyahu entraîne la population israélienne dans une guerre sans fin et dans un

engrenage de violence contre tous ses voisins. Aucune paix n'en sortira jamais. Coexister avec les peuples voisins et avec ses propres citoyens arabes implique pour la population israélienne de s'opposer à ses dirigeants et de rompre avec la politique colonialiste et expansionniste qu'ont menée les gouvernements à la tête d'Israël depuis 1948. Offrir aux peuples du Moyen-Orient une alternative à la guerre permanente implique de combattre les fauteurs de guerre que sont Netanyahu, Trump et tous les dirigeants des puissances impérialistes.

Marc Rémy

Espagne : Sanchez, pacifiste pour la galerie

En refusant aux États-Unis l'usage de leurs bases militaires situées en Espagne pour faire la guerre à l'Iran, le Premier ministre espagnol, le socialiste Pedro Sanchez, a sauté sur l'occasion de se poser en résistant face à Trump.

Il est vrai qu'aucun autre dirigeant européen n'a osé dire « non » à la Maison-Blanche sur un ton aussi net. Mais, en politicien averti, Sanchez sait que le sentiment pacifiste est majoritaire dans la population, échaudée par la participation de l'Espagne à la guerre d'Irak en 2003. Cet engagement avait valu en retour au pays le pire attentat de son histoire, le 11 mars 2004 à Madrid. En utilisant la formule « Non à la guerre », Sanchez a repris le slogan, très populaire, des manifestations de cette

époque, auxquelles participait le Parti socialiste alors dans l'opposition. Et ce slogan résonne au-delà de son électorat.

Pourtant, ce gouvernement, qui a décidé il y a peu une augmentation record du budget militaire, est un fidèle allié de l'impérialisme américain. La ministre de la Défense, Margarita Robles, l'a rappelé dans une interview : quelque 4 000 soldats espagnols participent à la défense des intérêts impérialistes au Liban, en Afrique ou dans l'océan Indien. L'Espagne est



Base navale militaire américaine à Rota, en Espagne.

aussi un membre discipliné de l'OTAN, une intégration que le Parti socialiste a toujours défendue. Sanchez était d'ailleurs très fier d'accueillir un sommet allié en juin 2022 et assume complètement la

politique impérialiste en Ukraine. Quant aux deux bases militaires dont les États-Unis disposent dans le pays en vertu d'un accord passé en 1953 avec le dictateur Franco, leur présence n'a

jamais été remise en cause par aucun gouvernement.

En réalité, si les postures et les mots de Sanchez sont différents en fonction de ses calculs, sa politique est fondamentalement semblable à celle des autres dirigeants européens. Dans son discours, il a rejeté la responsabilité de la guerre sur l'Iran et ses paroles de solidarité sont allées aux pays du Golfe attaqués en représailles, et non au peuple iranien. Et bien que le petit impérialisme espagnol pèse peu dans la région, il n'en a pas moins envoyé une frégate vers Chypre pour une mission prétendument défensive – tout comme l'a fait Macron avec le porte-avions Charles-de-Gaulle.

Laura Samos

Liban : la population sous les bombes

Le 1^{er} mars, les trois tirs de roquettes et les quatre missiles, lancés par des combattants du Hezbollah sur Israël après la mort du guide suprême iranien Ali Khamenei, ont été le prétexte saisi par Netanyahu pour bombarder sans relâche le Liban.

Le Sud-Liban, la vallée de la Bekaa, ainsi que le sud de Beyrouth, zone d'implantation du Hezbollah et de la population chiite, ont été particulièrement touchés. Netanyahu, soutenu par les puissances impérialistes, justifie l'ampleur de ses attaques en présentant le Hezbollah comme une menace existentielle. Les tirs de roquettes ont servi à justifier l'enfer qu'Israël impose aux Libanais. Ainsi, Jean-Noël Barrot, ministre des Affaires étrangères, interviewé sur France Inter a refusé de répondre à trois reprises à la question suivante : « *La France juge-t-elle disproportionnées les frappes israéliennes au Liban ?* »

Proportionnés, les 500 morts et plus de mille blessés au Liban alors que les tirs du Hezbollah ont été sans conséquence pour la population israélienne ? Proportionnés, les 41 morts et 48 blessés (dont 9 enfants) de l'opération commando

dans le village de Nabi Shit, pour tenter de récupérer la dépouille d'un soldat israélien disparu il y a quarante ans ? Pour le gouvernement français, la réponse est oui. Pour lui, obliger 700 000 Libanais à fuir leur maison en moins de deux heures ne serait donc que de la légitime défense.

Après la guerre de 2024 qui a décapité le Hezbollah et anéanti une grande partie de son armement, Israël n'a jamais respecté le cessez-le-feu signé sous l'égide des États-Unis et de la France. Au nom de la sécurité de ses frontières, le gouvernement de Netanyahu a maintenu ses troupes au Sud-Liban, interdisant à des dizaines de milliers d'habitants de rentrer chez eux. Et les tirs israéliens sur cette zone n'ont jamais cessé.

Les responsables du Hezbollah qui ont décidé des tirs du 1^{er} mars n'ignoraient certainement pas les conséquences pour une population épuisée par la guerre



Bombardement de Beyrouth, le 10 mars.

de 2024, ses milliers de morts et l'exode forcé d'un million de personnes. Bien des Libanais en veulent au Hezbollah d'avoir offert à Israël un prétexte pour les entraîner dans une nouvelle guerre. Mais, avec ou sans prétexte, elle est la continuation d'hostilités qui n'ont jamais cessé.

Aujourd'hui, la population des zones à majorité chiite se retrouve acculée ne sachant où fuir. Dans les régions chrétiennes ou sunnites où elle tente de trouver refuge, les habitants la voient arriver avec crainte, ayant peur d'être à leur tour visés. Israël n'a d'ailleurs pas hésité à bombarder un hôtel chic situé en plein cœur de Beyrouth, au prétexte d'atteindre un

chef du renseignement iranien. Aussi, certains villages ont-ils mis en place des dispositifs pour empêcher d'éventuels déplacés chiites d'entrer. La stratégie israélienne entretient la crainte et la suspicion en même temps qu'elle veut attiser les clivages communautaires. Cette situation peut servir à isoler le Hezbollah, mais aussi à justifier l'intervention israélienne.

Après avoir écrasé Gaza, colonisé la Cisjordanie, œuvré à la chute du régime de Bachar el-Assad, neutralisé la Syrie, décapité l'état-major du Hezbollah et anéanti son arsenal militaire, Netanyahu promet aux villes du Liban le même sort qu'à Gaza. Il prétend éradiquer définitivement

le Hezbollah, qu'il présente comme une créature de l'Iran. C'est oublier que ce mouvement a pris racine en réaction à l'intervention et à l'occupation israélienne du Liban en 1982 et à l'incapacité de l'État libanais d'en protéger sa population.

Aujourd'hui, grâce au soutien des États-Unis, Israël s'affirme comme la première puissance militaire au Moyen-Orient, en éliminant ou affaiblissant tous ses rivaux. Mais sa domination ne fera qu'aiguïser au sein des populations les sentiments de révolte et d'injustice qui, d'une façon ou d'une autre, se retourneront contre Israël et prépareront d'autres guerres.

Leila Wahda

La guerre ne se fera pas toujours "à distance"

Trump se vante de la capacité technologique américaine de frapper l'Iran et de détruire ses capacités militaires sans déployer de troupes au sol — du moins tant qu'il n'aura pas changé d'avis. Au point que, dans ses déclarations, il affirme que la guerre serait finie ou près de se terminer.

Trump et les dirigeants israéliens sont d'autant plus déterminés à poursuivre la guerre que celle-ci leur semble facile. La « guerre à distance » signifie en effet que l'on peut tuer et détruire de plus en plus efficacement sans même débarquer des soldats sur le terrain. Depuis plusieurs années déjà, des drones de combat américains sont télépilotés par satellite. On peut ainsi guider un missile au Moyen-Orient depuis un bureau au Nouveau-Mexique. Les évolutions récentes poussent encore plus loin ces possibilités, avec par

exemple le recours à l'IA pour rendre les engins de mort plus autonomes et plus efficaces.

Les états-majors mettent volontiers en avant cette dimension technologique. En France aussi, les campagnes de recrutement de l'armée insistent sur la recherche de profils techniques : spécialistes des cyberattaques, experts en IA...

Mais cette image de guerre distante est largement mensongère. La puissance militaire américaine ne pourrait se déployer sans le réseau de bases dont elle dispose au

Moyen-Orient, ne serait-ce que pour lancer les drones qui sont ensuite pilotés depuis les États-Unis. Et surtout, à un moment où à un autre, contrôler une région ne peut se faire sans en prendre possession sur le terrain. La guerre en Ukraine le montre : les drones les plus sophistiqués y cohabitent avec les combats de fantassins, et les victimes se comptent par millions.

Faire croire aux populations des pays impérialistes que les futures guerres seront menées uniquement par des soldats de métier, protégés par la technologie et opérant à distance, relève donc du mensonge. Les investissements dans la haute technologie ne suppriment nullement la nécessité d'armées nombreuses. L'armée américaine compte d'ailleurs



déjà 1,3 million de soldats. C'est moins que la Chine et ses deux millions de soldats mais, rapporté à la population, les États-Unis, avec 0,40 % de la population sous les armes, restent devant elle et son 0,14 %, tout comme l'Union européenne et le Royaume-Uni réunis qui comptent environ 1,5 million de

militaires d'active, soit 0,28 % de la population.

Surtout, tous les États impérialistes préparent les esprits à l'idée qu'il faudra renforcer ces effectifs militaires. L'augmentation des budgets d'armement se double d'une publicité permanente pour le recrutement par les armées, car les dirigeants de ces États préparent des guerres d'une plus vaste ampleur, pour lesquelles ils auront besoin de chair à canon.

De plus en plus technologique, la guerre n'en est pas moins meurtrière pour les peuples qui la subissent. Et elle ne sera pas toujours « propre » pour les travailleurs des grandes puissances, que la logique des rivalités entre États finira tôt ou tard par enrôler pour les envoyer sur les champs de bataille.

Claire Dunois

Iran : l'acharnement des États-Unis

Si les dirigeants de l'impérialisme ont déclenché leur guerre contre l'Iran, ce n'est ni parce que la République islamique est une dictature ni à cause de son programme nucléaire.



Des militaires présentent le portrait du chah pendant le coup d'État de 1953.

Les dirigeants iraniens refusent de s'aligner derrière les États-Unis et, avec plus de 90 millions d'habitants et de fortes capacités industrielles, l'Iran est une puissance régionale capable de contrecarrer l'hégémonie des États-Unis.

Toute l'histoire des relations entre les États-Unis et l'Iran est marquée par la volonté américaine d'imposer coûte que coûte les intérêts de leurs capitalistes, même s'ils n'excluent pas toujours des collaborations avec le régime iranien.

De la tutelle américaine au renversement du chah

En 1953, la CIA organisait un coup d'État contre le Premier ministre iranien de l'époque, Mohammad Mossadegh. Celui-ci n'était ni communiste ni islamiste. Il était un nationaliste libéral, formé en Europe, grand propriétaire terrien. Mais il avait osé nationaliser le pétrole iranien, exploité par la compagnie britannique AIOC, ce qui lui avait valu un grand soutien populaire.

Britanniques et Américains organisèrent le renversement de Mossadegh et renforcèrent le pouvoir du chah, le roi en persan. L'armée du chah fut équipée et entraînée par les États-Unis, faisant de l'Iran un de leurs importants instruments militaires au Moyen-Orient.

À l'intérieur, la police politique, la Savak, arrêtait et torturait les opposants politiques, qu'ils soient

nationalistes libéraux, militants de gauche, communistes de différentes tendances, staliniennes ou maoïstes et d'autres encore.

En 1978, en réaction aux inégalités sociales criantes et à la dictature politique, un profond mouvement de contestation ébranla le pays. Cette contestation mêla les travailleurs du pétrole et des grands centres industriels, qui firent grève et s'organisèrent à travers des conseils ouvriers, la petite bourgeoisie urbaine de gauche, les commerçants et les milieux pauvres encadrés par le réseau des mollahs dont l'ayatollah Khomeini, exilé à l'étranger, était le dirigeant.

Ce dernier, à travers un réseau de dirigeants religieux s'imposa comme la direction de la contestation, profitant du soutien apporté par les partis de gauche au nom de l'unité dans la lutte anti-impérialiste.

Malgré une répression impitoyable, des morts par milliers, la révolte ne cessa de s'approfondir. En janvier 1979, les États-Unis aidèrent le chah et ses proches à prendre la fuite. Au même moment, Khomeini fut ramené de son exil en France pour qu'il prenne la tête du pays. La transition politique fut négociée avec les généraux iraniens, eux-mêmes liés aux États-Unis, qui ne voulaient pas de vide politique. Khomeini, lui, ne voulait ni briser l'appareil d'État ni tenir son pouvoir de la rue.

Un régime réactionnaire au discours anti-impérialiste

Le régime mis en place par Khomeini s'est donc créé en s'appuyant sur une profonde révolte populaire, dont il a tiré une base sociale qui n'a pas complètement disparu aujourd'hui. Mais ses premiers actes furent de réprimer les femmes qui refusaient de se soumettre, les travailleurs organisés, les minorités nationales, dont les Kurdes, les militants de gauche qui l'avaient soutenu.

La République islamique fut dès sa naissance une dictature réactionnaire, antiouvrière et garante de l'ordre social. Pour autant, ses relations avec les États-Unis furent très vite tendues car ce régime entretenait une rhétorique nationaliste, anti-américaine contre le « grand Satan » et anti-israélienne contre le « petit Satan ».

Les dirigeants impérialistes firent donc tout pour affaiblir ce régime. En 1980, ils poussèrent l'Irakien Saddam Hussein à déclencher une guerre contre son voisin iranien. Jamais à court de cynisme, les puissances occidentales maintinrent un équilibre entre les deux pays, leurs marchands d'armes, y compris américains, vendant aux deux camps. Cette guerre dura huit ans. Elle fit un million de morts et provoqua d'énormes souffrances aux populations des deux pays.

Durant les décennies suivantes, derrière l'opposition de façade, les occasions de collaboration entre les États-Unis et l'Iran ont été, en fait, nombreuses.



Bombardier américain B-2 Spirit larguant une bombe anti-bunker.

L'anti-impérialisme des chefs de la République islamique – de riches dignitaires qui prêchent la morale religieuse au peuple mais qui, en privé, singent les mœurs occidentales et envoient leurs enfants étudier en Amérique du Nord – traduit surtout leur désir d'être acceptés à part égale dans le concert des puissances qui dirigent le monde. Quant aux dirigeants américains, ils n'ont cessé d'appuyer une puissance régionale contre une autre, chacune jouant son jeu dans le chaos engendré par les interventions impérialistes qui ont ravagé tour à tour l'Irak, le Liban, l'Afghanistan, la Syrie ou l'Iran.

Ainsi, en Irak, au milieu des années 2000, après avoir fait tomber le régime de Saddam Hussein, les États-Unis ont installé un gouvernement confessionnel appuyé sur les partis chiites et leurs milices, eux-mêmes soutenus par l'Iran. En 2014, après que la politique américaine eut engendré la guerre civile en Irak et fait surgir l'organisation de l'État islamique – Daesh – l'Iran et les États-Unis ont co-parrainé une force militaire regroupant des dizaines de milliers de miliciens chiites pour reprendre Mossoul et d'autres territoires irakiens. Ce qui est nouveau aujourd'hui est l'offensive de l'impérialisme américain pour tenter

de réorganiser à sa convenance l'ordre mondial ; de soumettre ou d'abattre tous les régimes trop peu obéissants ; d'entraver coûte que coûte l'accès de la Chine aux ressources et aux marchés ; de mettre la main sur tous les territoires qu'il estime indispensables à la domination de ses capitalistes, partout dans le monde.

Le gros bâton américain

Au Moyen-Orient, les succès militaires obtenus par Israël depuis le 7 octobre 2023, la destruction de Gaza qui a affaibli le Hamas, les défaites subies par le Hezbollah libanais et la chute de Bachar el Assad en Syrie, les effets de la guerre des Douze jours en juin dernier contre l'Iran, ont visiblement donné le sentiment à Trump et à Netanyahu qu'ils pouvaient attaquer frontalement le régime des mollahs. Quels que soient leurs objectifs, faire tomber ce régime, ou même seulement l'affaiblir ou faire émerger au sein de l'appareil d'État et de l'armée une équipe prête à collaborer avec eux, les dirigeants de l'impérialisme ont pris le risque de faire éclater le pays et de déclencher un conflit militaire général, menaçant pour toute l'humanité.

Xavier Lachau



Soldats iraniens dans une tranchée pendant la guerre Irak-Iran.

Collège Victor-Schoelcher – Kourou : la lutte paie !

La colère couvait depuis l'annonce de la suppression d'une classe en 5^e au collège Victor-Schoelcher de Kourou, en Guyane, entraînant la suppression d'un poste en EPS et d'un autre en français.

Le personnel du collège estimait ces suppressions de postes inadmissibles, et elles avaient été « refusées » par deux fois en conseil d'administration. Mais devant la volonté de la direction de les imposer coûte que coûte, le personnel s'est mis en grève en revendiquant la création

de deux classes, une en 6^e et une en 5^e, et le maintien des postes en EPS et en français.

Mercredi 4 mars, la majorité des enseignants étaient en grève devant l'établissement, distribuant des tracts aux passants et aux voitures pour expliquer les raisons de la grève. Une première

réunion avec la direction n'ayant apporté aucune réponse, les grévistes ont voté en assemblée générale à la quasi-unanimité la poursuite du mouvement pour le lendemain.

Le jeudi matin, les grévistes étaient aussi nombreux devant le collège, avec le renfort de collègues qui n'étaient pas présents la veille. Face à leur détermination et à leur combativité, le rectorat s'est déplacé et



les enseignants ont obtenu les classes et le maintien des postes demandés, ainsi que le paiement des jours de grève. Mais le projet Collège en progrès, qui est utilisé comme une condition pour donner les moyens réclamés, a été maintenu.

Les grévistes ont accepté de suspendre leur mouvement en restant vigilants sur les moyens promis. Le sentiment de succès est partagé par tous, avec celui que la lutte paie. Alors, vive la grève !

Correspondant LO

Lycée du-Bellay – Angers : “de l'éducation, pas d'la chair à canon”

Au lycée Joachim-du-Bellay, à Angers, la colère est vite montée chez les élèves, leurs parents et le personnel quand ils ont appris que l'établissement allait perdre encore une classe et 40 heures de cours en 2026-2027. Cela se traduirait par la suppression de dédoublements de classes et d'options.

Tout le monde a bien

compris que c'est l'austérité imposée par le gouvernement et les 4 000 postes en moins dans l'Éducation nationale qui étaient à l'origine de cette dégradation. Au conseil d'administration, les représentants des élèves, des parents et du personnel ont rejeté unanimement la « proposition » de l'administration.

Après une assemblée

générale, il a été décidé de réagir d'abord par une manifestation qui, mardi 10 février, a interrompu le tramway près du lycée ; puis une grève de trois jours a réuni 75 % des agents et des enseignants les 4, 5 et 6 mars. Chaque matin, les actions de la journée étaient décidées en assemblée, et de belles manifestations ont eu lieu avec les élèves, notamment aux cris de : « Nous, ce qu'on veut, c'est de l'éducation, pas d'la chair à canon » et « École, collège, lycée, à bas l'austérité ». Pour l'instant, l'administration n'a pas cédé mais le mouvement va continuer.

Cette année, pour la première fois, le budget de la défense est passé devant celui de l'éducation. Les lycées, les collèges et les écoles dans la même situation sont nombreux, et une réaction commune serait salutaire.

Correspondant LO

Lycée Léonard-de-Vinci – Calais : en grève contre l'austérité

Les 3, 4, 5 et 6 mars, les enseignants du lycée HQE Léonard-de-Vinci de Calais étaient en grève.

Il s'agissait de dénoncer la baisse des moyens attribués pour la rentrée prochaine : le rectorat prévoit de supprimer cinq postes d'enseignants et un demi-poste de conseiller d'éducation. De plus, sept enseignants se retrouveraient à devoir travailler sur plusieurs établissements. Depuis 2018, vingt-cinq postes ont déjà été supprimés dans ce lycée situé dans le quartier du Beaumarais, un des plus pauvres du Pas-de-Calais.

Après la première journée de grève, le 4 mars, une assemblée a voté la reconduction de la grève. Les grévistes ont rédigé un tract, distribué le lendemain matin aux parents d'élèves du

lycée, devant les écoles primaires et maternelles du quartier et sur le parking du supermarché proche du lycée. L'accueil a été bon, beaucoup exprimant leur inquiétude pour l'avenir de leurs enfants, notamment du fait de la marche à la guerre. Les grévistes se sont aussi adressés aux collègues des autres collèges et lycées, dont certains sont venus apporter leur soutien.

Le gouvernement utilise le prétexte de la baisse démographique pour supprimer des postes, mais cela va entraîner l'augmentation du nombre d'élèves par classe.

Ces trois jours ont permis d'affirmer le refus de toute dégradation des conditions de travail et d'enseignement.

Correspondant LO



Formation professionnelle : la guerre va embaucher

Dans le budget 2026, l'État a décidé de réduire brutalement de 56 % les crédits consacrés à la formation des demandeurs d'emploi

Par exemple, en région Normandie, des appels d'offres pour organiser ces formations ont déjà été annulés faute de financement suffisant. En conséquence de ces décisions administratives, des milliers de places de formation disparaissent pour les

chômeurs, alors même que beaucoup cherchent à acquérir une qualification ou à se reconvertir.

Cette situation menace aussi directement les salariés du secteur. Formateurs, personnel administratif, coordinateurs ou accompagnateurs voient

leur activité remise en cause. Dans de nombreux organismes de formation, l'inquiétude grandit : des postes pourraient être supprimés et certaines structures contraintes de réduire fortement leur activité, voire de fermer.

Alors que patrons, ministres et responsables politiques répètent qu'il faudrait « former davantage »

pour lutter contre le chômage, ils réduisent les moyens qui permettent précisément aux travailleurs privés d'emploi d'apprendre un métier. En revanche, quand il s'agit de préparer la guerre, non seulement l'argent ne manque pas, mais même les services publics de l'emploi sont mobilisés. À France Travail, une cellule

chargée de recruter pour l'industrie de la Défense a été mise en place, sous la direction de la générale Dominique Vitte, illustrant les priorités du gouvernement. Ainsi, pendant que l'on retire aux chômeurs les moyens de se former, on leur montre la direction de l'économie de guerre.

Correspondant LO

Égalité salariale : le gouvernement se satisfait de peu

Au lendemain du 8 mars, qui a vu descendre dans les rues des dizaines de milliers de femmes et d'hommes révoltés par la persistance des inégalités, des préjugés et des violences contre les femmes, le gouvernement, lui, se félicite.

En effet, l'index de l'égalité salariale entre hommes et femmes serait « à un haut niveau ». Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir ! Cet index est calculé par les entreprises de plus de 50 salariés, qui doivent depuis six ans le publier le 1^{er} mars. Cela concerne seulement 1 % des entreprises et 25 % des salariés. L'index comporte plusieurs indicateurs, tous faits pour que la note finale, sur 100, soit élevée. L'écart de rémunérations entre hommes et femmes n'est calculé qu'à postes équivalents et en équivalent temps plein. L'écart des taux d'augmentations individuelles ne tient pas compte du montant de ces augmentations, de sorte que, si dix femmes sont augmentées de 10 euros et dix hommes de 100 euros, l'entreprise aura tous

les points sur cet indicateur. Le taux d'augmentations accordées aux femmes après un congé maternité compte pour 15 : il suffit qu'une entreprise augmente toutes les salariées de retour de congé maternité de 1 euro pour qu'elle obtienne 15/15.

Il n'est donc pas étonnant que la note moyenne soit élevée : en 2026, elle est à 88,5 sur 100, et depuis 2018, seules 145 entreprises ont reçu des pénalités. Mais c'est encore trop et l'index va prochainement être remplacé après la transposition d'une directive européenne sur la « transparence salariale » qui modifiera légèrement les critères et surtout supprimera les pénalités financières.

Si les entreprises renâclent autant à établir l'égalité entre femmes et hommes, ce n'est pas

seulement du fait des préjugés sexistes des milieux dirigeants – quoi que la faible présence des femmes dans les sphères dirigeantes de la bourgeoisie montre que, dans les bonnes familles, il vaut mieux être un héritier qu'une héritière pour être associé aux affaires de Papa. C'est aussi, et surtout, que cela leur coûterait cher. Dans le secteur privé, à l'échelle de l'ensemble des salariés, les femmes gagnent en moyenne 22 % de moins que les hommes, parce qu'elles travaillent plus souvent à temps partiel et dans des métiers moins bien payés. Pour atteindre l'égalité, il faudrait donc que les femmes de ménage, aides à domicile, caissières, etc., puissent obtenir un temps complet quand elles le souhaitent et soient augmentées de plusieurs centaines d'euros. À temps de travail équivalent, la différence est encore de 14 % ; pour la combler, il faudrait que les postes considérés comme subalternes et féminins

Chômage : les jeunes, premières victimes

« Il y a un vrai défi avec le chômage des jeunes » a découvert le ministre de l'Économie, Roland Lescure, après la sortie des chiffres de l'Insee. Plus de 21 % des 15 à 24 ans sont au chômage, bien plus qu'en 2024.

En 2025, 742 000 jeunes âgés de 15 à 24 ans étaient au chômage en France. En un an, la situation s'est dégradée et ils sont de plus en plus nombreux à chercher un emploi sans parvenir à en trouver. À ce chiffre officiel s'ajoute celui des jeunes qui ne sont ni en étude, ni en formation, ni en emploi, sans être pour autant comptabilisés. Au final, ce sont 1,5 million de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont laissés sur le carreau et qui rejoignent l'armée industrielle de réserve dont les capitalistes ont besoin.

Ce ne sont pas les bavardages de Roland Lescure qui vont assurer à ces jeunes un meilleur avenir professionnel. Car depuis plus de 40 ans les gouvernements de droite comme

de gauche mettent en place des contrats spécifiques pour les jeunes. Les intitulés de ces contrats changent mais l'issue est toujours la même : à défaut de résorber le chômage des jeunes, ils offrent au patronat une opportunité de bénéficier d'une main-d'œuvre pas chère !

Il n'y a qu'à se rappeler les TUC (Travaux d'utilité collective) créés en 1984 qui consistaient à proposer aux jeunes des stages de moins de six mois indemnisés à moins de la moitié du smic ! Après leur remplacement en 1990 par les contrats emploi-solidarité, le patronat a pu bénéficier d'exonérations de charges sociales en embauchant des jeunes. En 1994, le CIP (Contrat d'insertion professionnelle) n'a,

quant à lui, pas tenu face à la contestation sociale. Le Premier ministre Balladur dut remiser ce CDD pour moins de 26 ans payé à 80 % du smic. En 1997, ce furent les emplois-jeunes du gouvernement Jospin, avant, en 2006, le CPE, Contrat première embauche, que de Villepin dut remiser face à une nouvelle contestation. Mais en 2008, ce fut le plan Espoir banlieues de Sarkozy, avant, en 2012, les emplois d'avenir de Hollande, en 2020 le plan « un jeune une solution » de Macron... chacun offrant aux jeunes un contrat de travail précaire et un faible salaire, et aux patrons des ristournes financières.

Et lorsqu'en janvier dernier, le Medef a lancé l'idée d'un « CDI jeune » payé en dessous du smic avec une période d'essai prolongée, il n'a eu, en fait, qu'à puiser dans les vieilles recettes de tous ces gouvernements.

Joséphine Sina



soient mieux payés.

Pour imposer l'égalité salariale et l'augmentation des salaires pour toutes et tous, on ne peut évidemment compter ni sur la bonne conscience patronale, ni sur les plans d'action gouvernementaux mais, comme pour tout le reste, sur la lutte et l'unité des travailleuses et

des travailleurs. Une lutte des femmes pour l'augmentation des salaires ne pourrait que donner envie à leurs camarades hommes de les rejoindre. Car les salaires des ouvriers et des employés sont trop bas non seulement pour toutes, mais pour tous !

Claire Dunois

Erratum

Dans le journal Lutte ouvrière n°3005 du 06/03/2026, nous avons écrit : « En 2024 en France, plus de 1 200 femmes ont été tuées par leur conjoint

ou ex-conjoint. » Le nombre de décès s'élève en fait à près de 120 ; 1 200 est le nombre de tentatives de meurtres recensées cette année-là.

Domo – Saint-Fons : licenciements et voleurs

Après un plan de 155 suppressions de postes au cours de l'année 2025, les usines chimiques Domo Belle-Étoile de Saint-Fons, près de Lyon et de Valence, ont été mises en redressement judiciaire début janvier.

Quelques offres de reprise ont été faites fin février, mais même si elles se concrétisaient, aucune ne prévoit le maintien des 540 emplois restant sur les deux sites. Des offres, comme celle faite par BASF, ont déjà été retirées.

Les travailleurs ont enrichi les actionnaires de Rhodia, puis Solvay, et, enfin, Domo. Depuis 2019, le milliardaire belge Jan De Clerck a racheté les usines en endettant le groupe. Il a encaissé les bénéfices, avant de mettre les usines en faillite sans payer les dettes, ni même les indemnités dues aux travailleurs qu'il a licenciés ! La justice bourgeoise n'ira sûrement pas

demander des comptes à ces riches familles. Il reviendra de le faire aux travailleurs de Domo, alliés aux milliers d'autres qui les entourent dans le couloir de la chimie.

Correspondant LO



Stellantis – Trémery : touche pas à mes congés !

C'est une première : l'atelier de fabrication de moteurs diesel de Trémery en Moselle va produire tout l'été. Mais la raison n'est pas que les moteurs diesel reviennent à la mode.

À Trémery, il y avait près de 4 000 CDI en 2003. Il en reste moins de 1 300 aujourd'hui, et la direction a fermé il y a quelques années l'une des deux lignes de fabrication de moteurs diesel. En plus, Stellantis a fermé l'usine sœur de Trémery, située à Douvrin, dans le Nord, qui fabriquait également des moteurs. La production de Douvrin a été transférée en partie à Trémery et si ceux de Douvrin ont perdu leur emploi,

voilà qu'à Trémery, outre les heures supplémentaires obligatoires et la cavalcade permanente, ce sont maintenant les congés qui passent à la trappe !

En effet, bien évidemment, la seule ligne de fabrication de moteurs diesel est saturée et peine à fournir. D'autant que le diesel fait encore recette dans les concessions automobiles, vu le prix des voitures électriques. Dans un premier temps, la direction voulait

faire tourner l'atelier en 3x8 les semaines du 27 juillet et du 3 août, au grand dam des salariés. Finalement, après y avoir renoncé, elle a annoncé que la production sera en 2x8 sur trois semaines, y compris celle du 10 août ! Et ceux qui sont en nuit permanente devront changer d'horaires pour compléter les équipes de 2x8. Il n'y aura donc aucun répit estival pour les travailleurs de cet atelier et c'est du jamais vu. Bien sûr, ils peuvent poser les quinze jours légaux de congé d'été, mais la direction n'autorisant que 10 % d'absences, il sera très difficile de les prendre aux dates souhaitées. Quant aux intérimaires, ils n'ont aucun choix possible.

Ces mesures s'ajoutant à des conditions de travail très pénibles, suscitent dégoût et écœurement chez les salariés. La direction, avec la fin prévisible du thermique, ne fait aucun investissement, l'entretien est à minima. Et pourtant Stellantis, malgré ses discours sur de prétendues pertes, possède 46 milliards de liquidités dans ses coffres.

Correspondant LO



La chaîne montage moteur diesel à Trémery.

Ramassage de volailles : des esclavagistes condamnés

De mars 2017 à septembre 2020, une quinzaine de travailleurs sans papiers originaires de Côte d'Ivoire et de l'île Maurice, ont été exploités dans le ramassage de volailles par le couple à la tête de l'entreprise Prestavic, basée dans le Finistère, aidé par un comparse.

Les travailleurs étaient logés dans des conditions indignes dans un local humide, mal chauffé, dont le sol était couvert d'excréments de rats.

Le travail consiste à ramasser à terre, dans les vastes hangars où ils sont élevés, des milliers de poulets. Le travail se fait de nuit, lorsque les animaux sont censés dormir. On attrape les poulets par les pattes et on les jette dans des caisses, chargées sur des camions et direction l'abattoir.

La présidente de la cour d'appel a dénoncé des

cadences infernales, des nuits de travail sans pause et sans repas, des heures non payées. Condamnés le 6 juillet 2023, ces exploités sans scrupule avaient fait appel. Lors d'un second procès, le 14 janvier dernier, le gérant a été condamné à quatre ans de prison dont deux ferme, sa compagne à dix-huit mois dont six mois

ferme, le logeur à vingt-quatre mois dont douze ferme. Ils effectueront leur peine à domicile sous bracelet électronique.

Cette condamnation n'est pas cher payée pour ces esclavagistes modernes, mais, au moins, elle lève un peu le voile sur les conditions dans ce secteur, qui n'ont pas changé depuis 2020.



LE DOUARIN

RATP – Ligne 9 : bugs à répétition

Plusieurs mois après sa mise en service, la signalisation embarquée sur la ligne 9 du métro parisien connaît toujours des ratés et la direction doit faire face au mécontentement des conducteurs.

Cette nouvelle technologie est entrée en vigueur en août dernier, après plusieurs reports et de gros investissements. L'écart entre les rames est raccourci mais la fluidité du trafic laisse toujours à désirer et de fait, les rames sont toujours bondées aux heures de pointe. Une capture d'écran faite par une conductrice montre une demi-douzaine de rames à la queue leu leu à l'approche du terminus de Mairie de Montreuil. Il faut parfois une dizaine de minutes pour relier les deux dernières stations. Pour les voyageurs, mieux vaut alors faire le trajet à pied !

Les mises à jour successives du programme ne parviennent pas à supprimer les dysfonctionnements, quand elles n'en créent pas de nouveaux ! À cela s'ajoute le fait que les trains s'arrêtent brutalement plusieurs mètres

avant leur point d'arrêt normal, avant que les chefs de régulation donnent aux conducteurs l'autorisation de reprendre la marche.

Face aux ratés du système, la direction impose aux chefs de régulation de pousser les règles d'utilisation des conducteurs jusqu'à leur limite. Il n'est pas rare que l'un d'entre eux, qui a commencé sa journée à 5 heures, reçoive l'ordre de faire demi-tour quelques stations avant la fin de son service. Cela revient de fait à effectuer un tour de plus à un moment où sa seule envie est de rentrer chez lui finir sa nuit.

Les conducteurs ne restent pas sans réagir. N'étant pas responsables des dysfonctionnements du système, il n'y a pas de raison qu'ils en fassent les frais.

Correspondant LO

Champagne : vendanges de la honte

La cour d'appel de Reims a confirmé le 4 mars la condamnation des recruteurs et de la responsable d'une société qui avait fourni à une entreprise viticole de Champagne au moins 57 vendangeurs, la plupart sans papiers, en 2023. Pour une fois, les marchands d'esclaves n'ont pas échappé à la justice.

La responsable de la société a été condamnée à quatre ans de prison dont deux avec sursis pour traite d'êtres humains et les deux recruteurs ont été condamnés avec sursis. C'est peu au vu de leurs actes. Et il a fallu une vraie action militante pour faire reconnaître leur crime.

Soutenus par la CGT, les travailleurs avaient pu témoigner comment ils étaient « traités comme des esclaves », « logés dans un bâtiment abandonné, sans nourriture, sans eau ». « Chaque matin, a expliqué l'un d'entre eux, on

se réveillait vers 5 heures. À 6 heures, on partait dans les vignes, pour démarrer le travail vers 7 h 30/8 heures. Pour nous y amener, ils nous mettaient dans des fourgonnettes comme des animaux, il n'y avait pas de siège, rien, on ne pouvait pas respirer. » Leur nourriture consistait en un petit sandwich à midi et un plat de riz le soir.

Après deux ans et demi d'attente, chaque travailleur devrait recevoir 4 000 euros pour préjudice moral. Quant aux salaires et indemnités qui leur sont dues, ils devront encore patienter jusqu'à un autre jugement aux prud'hommes. Nombre de sociétés prestataires échappent à toute sanction, souvent domiciliées à l'étranger et disparaissant sitôt les vendanges effectuées.

Et surtout, les vrais criminels, les donneurs d'ordre comme LVMH ne sont jamais inquiétés.

Jean Sanday

Aluminium Dunkerque : les travailleurs produisent, les patrons profitent

Annoncée depuis des mois, la vente d'Aluminium Dunkerque (AD), qui compte 720 travailleurs et de nombreux sous-traitants, et qui produit 300 000 tonnes d'aluminium par an, prend corps. Ce ne sera pas la première cession, loin de là.

Depuis sa création en 1991 par l'entreprise nationalisée Pechiney, à proximité de la centrale nucléaire de Gravelines, qui la fournit en électricité, l'usine n'a cessé de changer de propriétaire, naviguant entre les grands de l'aluminium. Pechiney a d'abord été privatisé par le gouvernement de droite de Juppé, puis l'entreprise a été vendue au groupe canadien Alcan, qui lui-même a été acheté par le trust

anglo-australien Rio Tinto, qui a vendu AD au groupe Gupta (Liberty House)... après avoir supprimé de nombreux emplois. À la faveur d'une échéance non honorée par Gupta, le fonds financier American Industrial Partners (AIP) s'est emparé d'AD en 2021. AIP avait alors affirmé vouloir le revendre plus tard en faisant un bénéfice. Une entreprise avec les travailleurs, ses bâtiments

et ses machines, cela peut effectivement rapporter beaucoup, par la production ou par la spéculation. La firme Alba du Bahreïn (Aluminium Bahrain) a alors été choisie par AIP pour cette cession. S'il y avait foule pour reprendre AD, c'est que les profits y sont très importants. En 2024, ils ont été de 186 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 834 millions, soit 22,3 % de bénéfice ! Le prix cette fois-ci sera donc en nette augmentation. En 2018, Gupta avait payé 500 millions pour AD, maintenant le fonds Morgan Stanley estime son prix entre 1,2 et 1,8 milliard

d'euros. Et Alba, l'acheteur, se répand déjà en promesses sur la décarbonation de l'entreprise pour laquelle l'État s'est engagé à verser 360 millions d'euros. Le syndicat CGT de l'entreprise a mené depuis une campagne très active auprès des élus et du gouvernement pour refuser le rachat proposé également par Rio Tinto : les suppressions d'emplois n'ont pas été oubliées. La CGT a demandé aussi que la Banque publique d'investissement prenne une participation minoritaire dans AD, comme garantie et au nom de la « souveraineté industrielle française ». Mais quand on entend le

président de cette BPI prôner sur France Inter des mesures antiouvrières en dénonçant les « déficits sociaux », cela ne met pas en confiance sur son soutien éventuel aux salariés d'AD et aux sous-traitants. Si, pour le moment, bien des travailleurs d'AD sont plutôt rassurés par le choix d'Alba, ils sont aussi conscients que les promesses des patrons n'engagent que ceux qui y croient. Par le passé, ils ont mené des luttes longues et déterminées pour leur salaire, l'emploi et les conditions de travail, et il faudra être prêt à y revenir. **Correspondant LO**

La Poste – Loire-Atlantique : les facteurs débrayent

Lundi 11 mars, les facteurs de plusieurs sites de La Poste en Loire-Atlantique (Nantes-Bretagne, Nantes-Eraudière, Nantes-Beaulieu, Bouguenais, Herbignac, Nort-sur-Erdre, Sainte-Pazanne, Savenay...), ainsi que des voituriers et des chargés de clientèle, étaient en grève. Certains continuaient le lendemain mardi. Ils protestent contre le

manque de renforts pour la distribution des plis électoraux et des imprimés publicitaires. À Nantes-Bretagne, ils se sont réunis en assemblée générale et ont voté leurs revendications : deux renforts par équipe pour la distribution des plis et deux autres renforts pour celle des imprimés publicitaires, ainsi qu'une prime de 400 euros net pour le premier tour et de 600 euros net

pour le second tour. Ils sont ensuite allés à une vingtaine discuter avec les journalistes de *Ouest France* et *Presse Océan* et avec les onze facteurs de l'Îlot Gare Sud. Très fiers d'exprimer collectivement leur mécontentement et leur colère face à leurs conditions de travail, toujours en grève, ils se sont le lendemain adressés aux usagers sur un marché. **Correspondant LO**



QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Prix : les profiteurs de guerre

Alors que les populations d'Iran et du Liban meurent sous les bombes, les compagnies pétrolières et les spéculateurs de tout poil se frottent les mains. Pour eux, la guerre rime avec profits.

Bien que les cuves soient encore pleines, le prix du baril de pétrole s'est envolé de 30 %. Pire, bien avant le déclenchement de la guerre en Iran, des fonds spéculatifs ont misé sur l'agression impérialiste des États-Unis et ont stocké du pétrole dans 200 navires tankers. Tablant sur la pénurie de brut causée par la guerre et le blocage du détroit d'Ormuz, ces fonds spéculent à la hausse.

Le kérosène, le carburant destiné aux avions, a connu une hausse record de

140 %. Les compagnies aériennes se sont empressées de répercuter cette hausse. Ce surcoût s'ajoutant au blocage des vols, les touristes et ressortissants français ou autres coincés à Dubaï ont pu voir les prix des billets d'avion pour le retour atteindre des sommets fantastiques.

Les vautours de toutes espèces s'ingénient à faire du profit grâce à cette guerre. En France, les gros distributeurs d'essence ne sont pas en reste. Le prix du super 95, l'essence la plus

consommée, a augmenté en quelques jours de 10 centimes, le gazole de 26 centimes, soit 15 %. Rien ne justifie pourtant ces hausses, car l'essence vendue actuellement a été payée au prix d'avant la guerre. Mais qu'importe, le profit devant être garanti, le gouvernement se contente de froncer les sourcils. Et si certains politiciens, tels ceux du RN, feignent d'être choqués par cette spéculation aux dépens de la population, c'est tout au plus pour parler de baisser les taxes. Pour eux, pas question de s'en prendre aux compagnies pétrolières, notamment à TotalEnergies, qui non seulement profitent de la situation, mais ont



accumulé des milliards sur le dos de la population.

Non seulement le minimum serait de bloquer les prix des carburants, mais c'est à Total qu'il faut présenter l'addition. Il est le premier à remplir ses caisses, qu'il paie ! Il en a les moyens, pas la population.

Et ce ne serait que justice de confisquer tous les profits des grands distributeurs et pétroliers, et même qu'on exproprie ceux qui comme TotalEnergies font chaque année des milliards de profits et à qui la guerre promet une explosion des bénéfices.

Aline Urbain

Migrants : les frontières tuent

L'ONG SOS Méditerranée arme des bateaux pour secourir les migrants tentant le passage depuis les côtes africaines. Elle a fêté, si l'on peut dire, ses dix ans d'existence.

C'est en effet le 7 mars 2016 que l'Aquarius est parti de Marseille pour sa première expédition de sauvetage. Depuis il y en a eu 458 autres et 43 078 personnes ont été secourues. Mais combien d'autres ont perdu la vie en tentant d'échapper à la misère et la guerre ? Rien que depuis le début de l'année, les autorités ont reconnu 650 morts, noyés en tentant de gagner la Grèce depuis la Turquie, ou l'Italie depuis la Libye, empruntant les deux trajets maritimes les plus courts.

L'ONG souligne que, loin de lui faciliter le travail, les divers États entravent

le plus possible ses activités, retiennent ou déroutent ses bateaux, infligent des amendes et, surtout, financent les gangsters libyens pour qu'ils séquestrent les migrants et des États pour qu'ils les enferment dans des centres de rétention.

Dans la Manche, où n'interviennent ni les bateaux des ONG ni les gangsters de pays tiers, ce sont les fonctionnaires français et britanniques qui opèrent. Une commission parlementaire française vient d'établir que les deux pays consacrent près de 300 millions d'euros par an à tenter d'interdire à

des êtres humains de circuler. Cette somme aussi colossale qu'absurde n'empêche même pas, là non plus, des migrants de se noyer, voire d'être noyés par les plus ou moins fausses manœuvres des gendarmes de ces États prétendument civilisés.

Alors qu'on s'aperçoit une fois de plus que les pays impérialistes et leurs armées sont les principaux responsables du chaos international, imposer la liberté de circulation pour tous, si pauvres et si misérables soient-ils, est une nécessité urgente. C'est, aussi, la seule position digne et porteuse d'espoir pour les travailleurs des pays riches, de France, de Grande Bretagne et de toute l'Union européenne.

Paul Galois

Manifestons le 14 mars

Le 14 mars, à l'appel notamment de la Marche des Solidarités, d'un réseau de collectifs et d'associations, de LFI et de Solidaires, des manifestations auront lieu un peu partout dans le pays pour protester contre le racisme, la réaction d'extrême droite et les violences d'État.

La situation politique se dégrade rapidement depuis plusieurs années, en particulier pour les travailleurs immigrés. Les gouvernements passent et les lois se durcissent contre les « étrangers », assimilés à des délinquants. Les préfectures dressent des barrières toujours plus hautes pour l'obtention de papiers, jusqu'à plonger dans l'illegalité même ceux qui en ont. Les contrôles au faciès de la police et les interceptions de migrants aux frontières se

multiplient. Cette ambiance de chasse aux immigrés se durcit, en même temps que les campagnes réactionnaires et souverainistes nourries maintenant par la guerre au Moyen-Orient.

Les attaques contre les travailleurs immigrés sont inadmissibles, elles sont en fait des attaques contre l'ensemble de la classe des travailleurs. Elles visent à diviser et à affaiblir les travailleurs face à un patronat et un gouvernement à l'offensive.

Lutte ouvrière appelle à se joindre aux manifestations, dont celle de Paris, qui partira à 14 heures de la Place de la Nation.

Lisez Lutte de classe

Revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 254 (mars 2026)

- À Minneapolis, la mobilisation fait reculer Trump
- Les élections municipales
- États-Unis – Europe : rivalités impérialistes
- Le gouvernement Meloni
- Guerre économique dans l'industrie chimique
- Marx, Engels et l'Irlande

Prix : 3 euros – envoi contre cinq timbres.



Les 23, 24 et 25 mai : la Fête de Lutte ouvrière

La Fête aura lieu dans le grand parc de Presles, dans le Val - d'Oise, les samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 mai, week-end de la Pentecôte.

La carte d'entrée, valable trois jours, coûte 15 euros jusqu'au 10 mai à minuit. Ensuite, elle coûtera 25 euros, comme à l'entrée de la Fête. Des bons d'achat « anti-inflation » sont également en vente, à l'avance uniquement, au prix de 4 euros pour un pouvoir d'achat sur place de 5 euros. L'entrée pour les enfants de moins de 14 ans, venant avec leur famille, est gratuite. La

Fête est éligible au Pass Culture.

On peut venir à la fête par le train depuis la gare du Nord, à Paris, en utilisant le pass Navigo. Sinon, le ticket coûte 2,55 euros. La gare de Presles se trouve à 900 m de la Fête, avec des navettes pour les visiteurs chargés ou peu mobiles.

Dès maintenant, prévoyez un week-end de détente dans ce petit havre



de fraternité qu'est la fête champêtre de Lutte ouvrière !

On peut se procurer cartes et bons d'achat auprès des militants ou sur le site <https://fete.lutte-ouvriere.org/>.